

Les Afro-Asiatiques : acteurs ou enjeux de la scène politique internationale ?

Henry Laurens

Résumé

Né à la conférence de Bandung, en 1955, l'afro-asiatisme marqua de son empreinte la seconde moitié du XXe siècle. « Mythe politique inspirateur d'actions », il favorisa la décolonisation et permit l'émergence du Tiers-Monde sur la scène internationale, derrière les figures de Nasser, Nehru, Sukarno et Zhou Enlai. Pris dans l'étau de la guerre froide, il ne put cependant résoudre certaines contradictions, entre non-alignement et pro-communisme, discours libérateur et régime autoritaire, indépendance politique et dépendance économique. En définitive, l'expérience afro-asiatique se sera surtout distinguée par sa contribution décisive à la démocratisation des relations internationales.

Abstract

Afro-Asian States : Actors on, or Challenges for, the International Political Stage ? by Henry Laurens

The Bandung conference had tremendous international repercussions. It originated in various anticolonial movements, the oldest of which date from the 19th century, but also in a political environment specific to the mid-fifties, when the Third World was becoming the major issue in East-West rivalry. The movement's failure is directly connected to the development strategies that were adopted and to the authoritarianism of the principal leaders. Looking back, one aim of the Afro-Asian movement appears to have been to capitalize various forms of income, hence its demanding tone.

Citer ce document / Cite this document :

Laurens Henry. Les Afro-Asiatiques : acteurs ou enjeux de la scène politique internationale ?. In: Politique étrangère, n°3-4 - 2000 - 65^e année. pp. 887-900;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.2000.4992>

https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_2000_num_65_3_4992

Fichier pdf généré le 13/04/2018

Henry LAURENS

Les Afro-Asiatiques : acteurs ou enjeux de la scène politique internationale ?

Né à la conférence de Bandung, en 1955, l'afro-asiatisme marqua de son empreinte la seconde moitié du XX^e siècle. « Mythe politique inspirateur d'actions », il favorisa la décolonisation et permit l'émergence du Tiers-Monde sur la scène internationale, derrière les figures de Nasser, Nehru, Sukarno et Zhou Enlai. Pris dans l'étau de la guerre froide, il ne put cependant résoudre certaines contradictions, entre non-alignement et pro-communisme, discours libérateur et régime autoritaire, indépendance politique et dépendance économique. En définitive, l'expérience afro-asiatique se sera surtout distinguée par sa contribution décisive à la démocratisation des relations internationales.

Politique étrangère

« **B**andung, tournant de l'Histoire », dit un titre célèbre¹. De fait, cet événement fondateur du mouvement afro-asiatique, ce symbole de l'émergence politique du Tiers-Monde provoqua une forte impression sur les contemporains, pourtant habitués à une succession rapide de tensions, de crises et de guerres internationales. Loin d'avoir été un retour à une stabilité perdue, la fin de la Seconde Guerre mondiale se traduisit en effet par une nouvelle accélération de l'histoire. Tout ce qui faisait jadis partie de l'ordre établi fut remis en cause, à commencer par le système colonial et la supériorité de l'homme blanc.

Rétrospectivement, il est possible aujourd'hui de dresser une véritable généalogie de l'afro-asiatisme. Celle-ci a d'ailleurs le mérite de réinscrire ce phénomène dans une continuité historique globale, atténuant ainsi la charge émotionnelle qu'avait provoquée en son temps le surgissement soudain du Tiers-Monde sur la scène internationale.

Henry Laurens est professeur des universités à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

1. Arthur Conte, *Bandung, tournant de l'Histoire*, Robert Laffont, Paris, 1965.

Généalogie de l'afro-asiatisme

L'âge des Empires vit l'achèvement de la domination européenne sur la totalité de l'Ancien Monde et de l'Afrique noire. Car si cette domination fut largement assurée dans les premières décennies du XIX^e siècle, la prise de contrôle direct d'immenses territoires en Afrique et en Asie fut surtout le fait du demi-siècle qui précéda la guerre de 1914-1918 et que l'on peut définir comme le temps de la première mondialisation. Parallèlement, et en dépit des rivalités impériales, les colonisateurs ressentirent très tôt la nécessité d'une solidarité commune face aux révoltes des peuples soumis. On le voit bien dans les expéditions militaires collectives menées en Chine. Cette peur occidentale fut le symétrique de l'idéologie qui se développait alors parmi les peuples colonisés. Une idéologie qui reconnaissait la différence, établie par l'Occident, entre « eux » et « nous », et postulait que le mouvement naturel de l'histoire allait dans le sens d'une réappropriation, par les peuples colonisés, des catégories inventées pour les désigner. Les non-Blancs se trouvaient ainsi en position d'incarner à leur profit la « mission de l'homme blanc ».

Dès les années 1870, les élites des peuples dominés prirent donc conscience de cette communauté de destin qui les unissait face au pouvoir blanc. Le premier mouvement de résistance à l'impérialisme d'une certaine ampleur fut, à la fin du XIX^e siècle, le panislamisme (le terme apparaît en 1880-1881). Il se renouvela régulièrement tout au long du XX^e siècle, suscitant, bien avant 1914, la première peur de l'Occident. Cette peur fut bientôt relayée par le « péril jaune » qui, curieusement, inquiétait surtout des États peu présents en Asie, comme l'Allemagne impériale. Celle-ci tenta, néanmoins, pendant la Grande Guerre, de susciter la révolte des peuples des Empires coloniaux français et britanniques. Ces derniers répliquèrent en encourageant l'émergence d'un mouvement panarabe d'abord limité à l'Asie, mais qui ne tarda pas à exercer son attraction sur le nord de l'Afrique. Il eut un prolongement immédiat en Russie soviétique, avec le célèbre congrès, à Bakou, de l'Internationale communiste. Le soutien aux mouvements révolutionnaires, même bourgeois, devint un mot d'ordre. Durant la Seconde Guerre mondiale, enfin, ce fut au tour du Japon de se faire le héraut du mouvement panasiatique, à l'intérieur de son propre système impérial en voie de constitution.

Moins directement concerné par ces enjeux géopolitiques, le mouvement panafricain se développa lui aussi dans l'entre-deux-guerres. Il procédait d'une prise de conscience raciale regroupant les Noirs des continents américain et africain et donna lieu à cinq congrès, entre 1919 et 1945. *Last but not least*, le gandhisme eut, de son côté, un impact considérable dans l'ensemble du monde colonisé et dominé. Il s'en dégagait une croyance commune à bien des intellectuels de cette période : celle de la supériorité spirituelle des dominés sur un Occident dont la supériorité demeurait strictement matérielle. En même temps, les succès industriels et militaires du Japon montraient que ce « matérialisme » occidental pouvait être récupéré par les non-Blancs. Certaines élites, qui utilisaient les valeurs occidentales dans leur lutte contre la domination de l'homme blanc, se trouvèrent d'ailleurs partagées entre la « tentation de l'Occident » et leur rejet des puissances impériales.

Les origines de la décolonisation

À partir de 1917, l'idéologie coloniale entra progressivement en crise. Le wilsonisme, d'abord, imposa le mot d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et des peuples non blancs furent admis à la Société des Nations (SDN) (en dehors du Japon qui faisait déjà partie du monde industriel) : l'Éthiopie, la Turquie et l'Iran, dès les années 20 ; l'Irak et l'Égypte, dans les années 30.

L'Empire britannique, quant à lui, promut un certain libéralisme et accepta, au moins en Asie, une forme de dyarchie qui se traduisit par le recours croissant aux indigènes dans la fonction publique, y compris à de hauts niveaux de responsabilité. Il devint admis chez les décideurs que l'indépendance était, à moyen terme, le point d'aboutissement de l'histoire coloniale et qu'il fallait réfléchir aux formes que prendraient les relations dans l'ère post-coloniale.

En Afrique noire, cependant, le processus était nettement moins avancé, du fait d'un paradoxe apparu dans les années 30 : d'un côté, les acteurs coloniaux étaient de plus en plus conscients de la nécessité d'affronter de douloureuses transformations ; de l'autre, l'idée impériale gardait sa force dans les opinions publiques française et britannique.

Mais le déclin du colonialisme ne vint pas d'une perte de foi dans ses propres valeurs : il découla de réalités autrement plus triviales et, en particulier, de la modernisation des sociétés indigènes et de l'explosion démographique, qui accrurent considérablement les coûts d'administration des colonies. Certes, une gestion prudente permit d'équilibrer les revenus et les dépenses, mais au prix d'une baisse importante des budgets militaires. Dès lors, il devenait impossible de réprimer une révolte indigène sans se lancer dans une véritable guerre qui, si elle durait, s'avérait trop pesante pour les finances de la métropole. Le maintien du pouvoir colonial passait donc inévitablement par la multiplication des compromis avec les nationalistes se réclamant de l'anti-impérialisme.

L'anti-impérialisme

En 1945, l'anti-impérialisme remplaça l'antifascisme comme mot d'ordre à gauche, donnant un nouveau souffle à l'expansion du communisme. Pour les marxistes, il s'agissait de lutter contre le stade ultime du capitalisme en récupérant le nationalisme des peuples dominés. En Asie, le retour à la situation antérieure était impossible, et le seul moyen de se maintenir fut d'intégrer le combat européen dans la guerre froide naissante. Dès lors, on était obligé d'accepter le principe de l'indépendance et d'opérer les transferts de compétences qui en résultaient. Les Français en firent la douloureuse expérience dans la première guerre d'Indochine, et les Britanniques, de façon plus apaisée, en Malaisie.

La position des États-Unis, cependant, était plus ambiguë. D'un côté, ils se disaient anticolonialistes. De l'autre, ils s'accommodaient d'un système colonial compatible avec leur volonté d'isolationnisme et leur vision raciale du monde (à Versailles, en 1918, les États-Unis refusèrent la proclamation officielle de l'égalité des races). Plus tard, durant la Seconde Guerre mondiale, Roosevelt préconisa la mise sous tutelle des Nations unies des territoires coloniaux. Et, dans la guerre froide qui commençait, les Américains prirent leurs distances avec le colonialisme européen et limitèrent leurs engagements d'alliance à l'Atlantique Nord.

En 1945, la carte des États fondateurs de l'Organisation des Nations unies montrait bien la spécificité nouvelle du monde arabe et musul-

man. De l'Égypte à l'Iran, et en dépit de la présence d'armées étrangères sur leur sol, souvent consacrée par des traités d'alliance, les États étaient, en effet, dans leur majorité, juridiquement indépendants. Dès la fin de la guerre, ils tentèrent d'obtenir le départ des troupes étrangères et furent amenés à coopérer. Ce fut, en particulier, le cas des membres de la Ligue des États arabes, fondée en 1945, et qui formèrent, à l'ONU, un groupe arabe, principalement lors des débats sur la Palestine.

Plus à l'est, en Inde, la fin de l'Empire britannique fit émerger quatre nouveaux États : Ceylan (Sri Lanka), l'Inde, le Pakistan et la Birmanie (1947), qui furent rapidement admis à l'ONU. Restait l'affaire indonésienne. Depuis la fin de la guerre, la Hollande tentait de récupérer son ancienne colonie, occupée par les Japonais. Elle se heurtait aux nationalistes de Sukarno. À la fin de 1948, les Hollandais semblèrent l'emporter, mais Nehru mobilisa « l'opinion asiatique » et réunit une conférence intergouvernementale, à New Delhi, en janvier 1949. Tous les pays asiatiques non communistes, y compris les États blancs comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, y furent représentés, ainsi que l'Égypte et l'Éthiopie. En même temps qu'on y appelait à la consolidation de l'indépendance indonésienne, on prit la décision de former un groupe arabo-islamique à l'ONU. En décembre 1949, grâce au soutien des États-Unis, l'action de ce groupe l'emportait, et l'Indonésie de Sukarno devenait indépendante.

Alignement et neutralisme

En 1949, le groupe arabo-islamique à l'ONU comprenait l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, la Birmanie, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, l'Iran, le Liban, le Pakistan, la Syrie et le Yémen. Il prit le nom de groupe afro-asiatique en 1950, avec l'adjonction du Liberia et de l'Éthiopie. Cette fois, ni l'Australie, ni la Nouvelle-Zélande ne faisaient partie du nouvel ensemble, en dépit de leur rôle actif dans l'indépendance indonésienne. Très vite, les Afro-Asiatiques durent faire face à la crise provoquée par la guerre de Corée. Plusieurs des États arabes s'abstinrent lors des votes cruciaux à l'ONU, marquant ainsi leur mécontentement vis-à-vis de la politique américaine dans le dossier palestinien. En revanche, la Thaïlande, les Philippines et l'Éthiopie

(ainsi que la Turquie qui faisait partie du groupe Europe) participèrent aux opérations militaires aux côtés des États-Unis.

Ce conflit coréen paralysa l'action des Afro-Asiatiques au moment où les États-Unis développaient leur politique d'endiguement. L'Australie et la Nouvelle-Zélande en furent des acteurs particulièrement importants, par exemple dans le projet de Commandement de défense du Moyen-Orient, en 1950-1951, rejeté par l'Égypte. On les retrouva dans le pacte de Manille du 8 septembre 1954, fondant l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), aux côtés de la Grande-Bretagne, de la France, de la Thaïlande, des Philippines et du Pakistan. La logique de ces projets était de remplacer les traités bilatéraux conclus à la fin de l'ère coloniale par des pactes multilatéraux entre Blancs et non-Blancs, unis dans la défense contre l'expansion du communisme en Asie. La continuité territoriale entre l'OTAN et l'OTASE se trouva assurée, en 1955, par le pacte de Bagdad, qui regroupait la Grande-Bretagne, l'Irak, la Turquie, l'Iran et le Pakistan. L'Inde de Nehru se trouvait isolée dans son refus de conclure des alliances, mais elle faisait partie du Commonwealth, tout comme Ceylan et le Pakistan.

À ce dispositif politique et militaire de l'Occident s'ajouta, alors, un nouveau discours adressé au monde non industriel, celui du développement. Bien entendu, les coloniaux avaient toujours eu le souci de la « mise en valeur » économique de leurs domaines, mais dans une logique de défense des intérêts de la métropole et de justification de l'entreprise impériale. Selon cette logique, les colonisés, essentiellement passifs, devaient être reconnaissants des efforts que l'on faisait pour eux (d'où le reproche récurrent d'« *ingratitude* »). Avec le développement, on mit plutôt l'accent sur le rôle propre de la société, à laquelle il appartenait de prendre en charge son émancipation économique et sociale. Après avoir été des mineurs mis sous tutelle, les peuples de couleur étaient sommés de devenir adultes. Le succès rapide du plan Marshall en Europe avait permis de croire à la réussite d'une action volontariste de création de richesses. Disposant des moyens financiers nécessaires, les puissances occidentales trouvaient là le moyen d'une meilleure protection contre l'expansion du communisme. Mais la mort de Staline, la fin de la guerre de Corée et de celle d'Indochine rendirent possible un apaisement des tensions internatio-

nales. Le dialogue reprit donc entre les deux Blocs, et l'on commença à parler de « *coexistence pacifique* ». Cette conjoncture exceptionnelle favorisa l'émergence du Tiers-Monde en tant qu'acteur politique. Il allait bientôt en adopter le vocabulaire : paix mondiale, développement économique et social, coopération internationale...

La conférence de Bandung

Ce contexte de relatif apaisement permit de reprendre le mouvement vers la décolonisation. L'initiative vint de l'Indonésie, lors de la conférence de Colombo (28 avril-2 mai 1954), qui réunit l'Indonésie, l'Inde, le Ceylan, le Pakistan et la Birmanie, et proposa une action commune pour mettre fin à la guerre d'Indochine. Le colonialisme y était considéré comme « *une violation des droits humains fondamentaux et une trahison contre la paix du monde* ». Le droit à l'autodétermination y était étroitement lié au respect des souverainetés nationales. On y appelait aussi au désarmement nucléaire. Le principe d'une conférence afro-asiatique y était enfin adopté.

Toujours à l'initiative de l'Indonésie, les cinq de Colombo, réunis à la conférence de Bogor, en Indonésie, à la fin décembre 1954, lancèrent les invitations pour Bandung. Elles ne concernaient que des pays indépendants ou en voie de l'être (le Ghana et le Soudan). La Nouvelle-Zélande et l'Australie furent considérées comme « *appartenant à un autre continent* ». On demanda à la Turquie de se réorienter vers l'asiatisme, et Israël ne fut pas invité en raison des objections inévitables des Arabes.

L'objet annoncé de la conférence était ainsi formulé :

- promouvoir la bonne volonté et la coopération entre les nations d'Asie et d'Afrique ;
- examiner les problèmes sociaux, économiques et culturels, et les relations entre les États représentés ;
- étudier les problèmes offrant un intérêt particulier pour les peuples d'Asie et d'Afrique, c'est-à-dire ceux touchant à la souveraineté nationale, au racisme et au colonialisme ;
- examiner la position de l'Asie et de l'Afrique ainsi que de leurs peuples dans le monde d'aujourd'hui et la contribution qu'ils pouvaient apporter à la cause de la paix et de la coopération.

Certaines garanties furent également données : l'invitation ne signifiait pas la reconnaissance des gouvernements représentés ; toute critique sur les modes de vie et les formes de gouvernement était bannie ; et il ne s'agissait en aucune façon de vouloir créer un bloc régional.

En définitive, la conférence de Bandung se tint en avril 1955 et réunit 29 pays, soit les cinq puissances invitantes et 24 pays invités : Afghanistan, Arabie Saoudite, Cambodge, Chine, Côte-de-l'or (futur Ghana), Égypte, Éthiopie, Irak, Iran, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Liberia, Libye, Népal, Philippines, Thaïlande, Soudan, Syrie, Turquie, Viêtnam du Nord, Viêtnam du Sud et Yémen.

Le succès médiatique fut immense. On y vit l'affirmation triomphante des anciens colonisés qui inversaient la définition raciale des anciens colonisateurs, y compris dans l'exclusion des Soviétiques. Les principales personnalités distinguées furent Nasser, Nehru, Sukarno et Zhou Enlai. Les alliés de l'Occident n'y jouèrent, quant à eux, qu'un rôle secondaire. Et le communiqué final de la conférence définit pour longtemps la thématique de l'afro-asiatisme.

La thématique de l'afro-asiatisme

Encore aujourd'hui, la meilleure définition de l'afro-asiatisme reste peut-être celle qu'en donna, à la fin des années 60, Boutros Boutros-Ghali : « *Un vaste mouvement politique dans le prolongement de la lutte anticolonialiste, visant à consolider par le neutralisme l'indépendance récente des États d'Afrique et d'Asie, associés entre eux dans le cadre de conférences ou d'organisations internationales en vue de coordonner leurs revendications à l'égard des États riches et d'imposer leur présence sur la scène internationale.* »

L'anticolonialisme en était le premier principe fédérateur. Il s'agissait tout aussi bien de renforcer les indépendances récemment acquises que de rejeter toutes les formes de néocolonialisme et de lutter en même temps pour l'indépendance des dernières régions colonisées, surtout en Afrique.

Le neutralisme ou non-alignement était le second principe. Il préservait les indépendances acquises et permettait de donner aux États-membres la possibilité de jouer sur la scène mondiale un rôle que leurs seules forces ne leur permettaient guère de tenir. Mis ensemble, anti-

colonialisme et neutralisme débouchaient sur l'espérance de constituer une vaste zone de paix et sur la possibilité de jouer le rôle de conciliateur entre les superpuissances, modifiant le rapport des forces au service de la paix.

Mais l'afro-asiatisme fut également un instrument de lutte contre le sous-développement. Le neutralisme permettait, en effet, d'obtenir l'aide de l'Est et de l'Ouest, sans compromettre l'indépendance économique ou politique, puisque l'aide socialiste contrebalançait l'aide capitaliste, et réciproquement. L'aide était ensuite pérennisée dans le cadre des organisations internationales où, par leur nombre, les Afro-Asiatiques avaient une influence majeure.

Droits de l'homme et Tiers-Monde

La thématique des droits de l'homme, elle aussi, fut dès le début présente, mais limitée à la lutte contre la discrimination raciale. Il s'agissait avant tout de restaurer la dignité de l'homme du Tiers-Monde, traumatisé par la domination européenne. Il était admis qu'une véritable égalité pouvait être obtenue au moyen du seul développement économique. Aussi refusait-on soigneusement d'examiner la question des droits individuels, synonyme d'ingérence dans les affaires intérieures et de violation de la souveraineté restaurée. La loi du nombre comme principe démocratique ne concernait que les États. Il ne pouvait être question d'affirmer le pluralisme et les libertés formelles sur la scène intérieure. L'objectif restait la libération des peuples du joug étranger, et le projet de développement pouvait servir de justification à un système politique autoritaire, voire dictatorial.

Il est vrai que, dans cette phase de libération nationale et de dignité retrouvée, bien des gouvernants vivaient en relation fusionnelle avec leurs peuples. La radiodiffusion des discours étendait à l'ensemble de la population la relation unique entre le « leader » et les « masses », lors de meetings réunissant des dizaines, voire des centaines, de milliers d'assistants.

Parallèlement, la conjoncture qui suivit la fin de la guerre de Corée mit au premier plan le concept nouveau de « Tiers-Monde », qui réunissait aux pays colonisés et récemment décolonisés l'ensemble sud-américain plus anciennement indépendant. Le trait essentiel de ce

Tiers-Monde émergent était la problématique du sous-développement et de la croissance démographique. On mit en avant la volonté de libération, qui était à la fois politique, économique et culturelle. On s'intéressa moins aux formes autoritaires que prenait l'État moderne dans ces régions. On les considérait en général comme les instruments indispensables d'une action volontariste nécessaire pour transformer les sociétés et les économies. Il paraissait alors « réactionnaire » d'opposer les libérations, mouvements dynamiques de restauration de la dignité, aux libertés individuelles, luxe dont pouvaient se passer pour l'instant ces États démunis.

Enfin, même si la référence révolutionnaire n'était pas expressément utilisée, la thématique générale de l'afro-asiatisme en était imprégnée. Les pays moteurs du mouvement étaient en général des régimes issus d'une lutte nationale à caractère révolutionnaire, la grande exception demeurant l'Inde, la plus « *grande démocratie du monde* », au sens occidental du terme.

Suez, succès majeur de l'afro-asiatisme

Dès le lendemain de la conférence de Bandung, il apparut que le Tiers-Monde était devenu l'un des enjeux majeurs de la guerre froide. Presque mécaniquement, la volonté américaine d'endiguer l'Union soviétique entraîna cette dernière à vouloir passer au-dessus du nouveau cordon sanitaire imposé par les États-Unis, désignant le monde arabe comme le nouvel épice de l'affrontement. Il s'agissait autant de l'Afrique du Nord en lutte pour son indépendance que de l'Orient arabe en prise avec Israël. Et c'est dans les couloirs de la conférence et par l'intermédiaire de la Chine que commencèrent les discussions aboutissant à la livraison d'armes « tchèques » à l'Égypte.

Seuls les États-Unis comprirent le danger. Pour les Américains, la solidarité atlantique concernait l'Europe et l'OTAN et n'avait pas vocation à déborder ce cadre géographique. Mais le colonialisme attardé de la France et de la Grande-Bretagne risquait au contraire de faire basculer le Tiers-Monde dans le camp soviétique. Au début de 1956, l'Administration Eisenhower décida donc de considérer l'Égypte nasérienne comme un gêneur à qui il fallait infliger une bonne leçon. Il s'agissait de montrer à ce pays le prix à payer pour son isolement par

rapport au bloc occidental. Et le refus de financer la construction du haut barrage d'Assouan entraîna la crise inattendue provoquée par la nationalisation de la compagnie universelle du canal de Suez (juillet 1956).

Durant toute la gestion de la crise, Washington resta persuadé de la nécessité de remettre à sa place le régime nassérien, mais toute action militaire aurait eu pour conséquence d'ouvrir un boulevard à l'URSS dans le Tiers-Monde. Français et Britanniques, quant à eux, ne voulurent pas comprendre la logique de la politique américaine et coururent à la catastrophe de novembre 1956. Les États-Unis furent obligés de se désolidariser de leurs alliés et de se faire les restaurateurs de l'intégrité territoriale de l'Égypte, sauvant ainsi l'essentiel : la neutralité du Tiers-Monde dans la guerre froide. Suez fut ainsi un succès majeur de l'afro-asiatisme, mais de façon négative. Ceux qui se voulaient des acteurs majeurs sur la scène internationale étaient devenus les instruments d'une immense lutte qui les dépassait. Ils n'avaient d'importance géopolitique que par rapport à la rivalité Est-Ouest. Ils le comprirent bien, puisque leur neutralisme « positif » constitua un moyen réussi de s'attirer des aides des superpuissances, mais ils eurent aussi de plus en plus tendance à l'oublier, d'où des lendemains qui déchantèrent.

Les impasses de l'afro-asiatisme

Mais malgré Suez, et pris dans l'étau de la guerre froide, le mouvement afro-asiatique ne put s'appuyer que sur des structures lâches, et ses temps forts se limitèrent à la réunion de grandes conférences internationales. À partir de 1956, les Afro-Asiatiques tendirent à devenir les non-alignés, avec l'adjonction de la Yougoslavie et, en 1961, de Cuba. Et la conférence de Belgrade, en juin 1961, marqua le refus des alliances militaires collectives et le soutien apporté aux luttes de libération nationale. Le neutralisme n'existait donc que dans un rapport Est-Ouest et non dans un conflit Nord-Sud. En outre, une faiblesse majeure du mouvement fut de ne pas vouloir prendre en compte les réalités Sud-Sud. Or, l'affirmation nationale ne pouvait durablement se limiter à la seule libération par rapport à l'Occident, et elle déboucha ici et là sur des conflits avec les voisins immédiats.

Puis l'asiatisme entra en crise, en 1962, avec le conflit armé entre la Chine et l'Inde, dans l'Himalaya. Les Afro-Asiatiques restèrent « neutres », mais l'Inde cessa d'avoir un rôle majeur dans le mouvement. En 1965, la guerre reprit avec le Pakistan à propos du Cachemire. La même année, Sukarno était renversé : l'Indonésie devenait un allié très proche des États-Unis.

L'autre facteur d'échec fut l'attitude ambiguë de l'afro-asiatisme vis-à-vis de l'Union soviétique, en dépit du neutralisme affiché. L'URSS était son alliée dans une revendication agressive par rapport à l'Ouest et fournissait une aide conséquente, aussi bien civile que militaire. Face au conflit ouvert dans les années 60 entre la Chine populaire et l'Union soviétique, les Afro-Asiatiques durent choisir leur camp, et leur opportunisme apparut au grand jour. La Chine n'avait pas les moyens de concurrencer l'URSS sur le plan de l'aide. Aussi, tout en conservant des relations amicales avec Pékin, les Afro-Asiatiques renforcèrent-ils leurs liens avec Moscou.

Vers le non-alignement progressiste

La notion d'afro-asiatisme se dilua alors au profit d'un non-alignement qui prit un tour de plus en plus « progressiste ». Le rôle de Cuba grandit ainsi considérablement, tandis que, pour les États socialement conservateurs, l'appartenance au mouvement devenait purement formelle. Ce progressisme trouva un accueil favorable à Moscou, où les théoriciens avaient intégré dans la doctrine marxiste la voie spécifique de « développement non capitaliste », précédant l'accession au socialisme. Cette radicalisation progressiste mit fin au neutralisme positif. La patience des États-Unis n'était pas inépuisable. À partir de 1965-1966, ils cessèrent d'aider l'Égypte, et celle-ci se trouva de plus en plus dépendante de l'URSS.

Dans cette période, on ne remit pas non plus en cause la stratégie économique de développement, commune à la plupart des pays afro-asiatiques. En dépit des différences locales considérables, on adoptait partout la même stratégie d'industrialisation fondée sur un dirigisme socialisant et protectionniste.

Ce projet séduisant avait cependant bien des défauts. La constitution de monopoles se traduisit par une médiocre compétitivité des produits

locaux. En conséquence, les pays concernés ne furent présents sur le marché international que par l'exportation de matières premières et de produits agricoles, qui tendit à devenir une rente. Dès lors, on parla de détérioration des termes de l'échange par rapport aux produits manufacturés des pays industrialisés, et l'on exigea une action volontariste, sous le patronage des organisations internationales, pour corriger ces déséquilibres. Le paradoxe de ce type d'industrialisation était de faire dépendre étroitement de l'acquisition de machines intermédiaires et de pièces de rechange une industrie non compétitive sur le marché mondial. Plus on s'industrialisait, plus on dépendait de l'aide internationale, et, comme celle-ci devenait insuffisante, il fallut recourir à l'endettement, ce qui remit en cause l'indépendance chèrement acquise.

À plusieurs décennies de distance, l'échec économique des Afro-Asiatiques apparaît donc patent. Ceux qui avaient accédé à la catégorie de pays nouvellement industrialisés, à la fin du XX^e siècle, furent exclus du mouvement (Corée-du-Sud, Taiwan, Hong-Kong), réduits à la marginalité (Malaisie, Thaïlande) ou contraints de changer brutalement de stratégie (Indonésie, Chine populaire). On put ainsi voir émerger, dans les années 90, une nouvelle forme d'asiatisme, orgueilleux, prônant des valeurs propres, et qui trouva sa légitimité dans le cadre de la seconde mondialisation.

Conclusion

Mythe politique inspirateur d'actions, l'afro-asiatisme permit, de façon concrète, la restauration ou l'instauration d'une dignité nationale bafouée par le colonialisme. À sa naissance, le mouvement afro-asiatique put aussi apparaître comme une fin de l'histoire, car il marquait l'aboutissement du processus de libération de l'aliénation coloniale et la redécouverte d'une authenticité qui permettait, théoriquement, d'affronter le monde industriel occidental. L'État national se trouva, de ce fait, placé au centre du projet des Afro-Asiatiques, et le mouvement ne put proposer qu'une solidarité d'États dans le champ des relations internationales, afin d'arracher aux deux Blocs le maximum d'avantages politiques et économiques. Mais le neutralisme ne put exister que dans le rapport Est-Ouest, et la revendication s'exprima dans le sens Sud-Nord, une impasse totale étant faite dans les réalités Sud-Sud.

La véritable force du mouvement fut, en définitive, sa capacité de monnayer, sous forme d'aides, les positions géopolitiques de ses États-membres dans le grand jeu de la guerre froide. Son principal impact historique fut l'accélération du processus de décolonisation, en particulier en Afrique. Son principal champ d'action demeura les institutions internationales, conçues comme des lieux d'expression politique et comme des instruments de redistribution économique entre États riches et États « prolétaires ».

Mais le paradoxe mortel de l'afro-asiatisme fut sa stratégie économique. Le volontarisme industriel interdit une véritable extension des échanges entre pays du Sud à économies trop similaires et maintint, en l'élargissant au bloc de l'Est, la prédominance de la relation Nord-Sud dans les échanges de matières premières et de produits agricoles contre des produits manufacturés et des services, héritée de la période coloniale. Le progressisme en tant que pratique économique aboutit ainsi à l'accumulation de rentes : dividendes de la position géopolitique, aides internationales, monopoles industriels intérieurs, rentes minières et pétrolières, etc. Ce type d'économie se révéla particulièrement vulnérable lors de la seconde mondialisation, et l'heure des ajustements structurels sonna bientôt de façon douloureuse, sous la férule de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Aujourd'hui, il semble ne rester de l'afro-asiatisme que la nostalgie de l'exaltation des années 50 et 60. Le discours progressiste de la redistribution des richesses mondiales a été repris par les adversaires de la seconde mondialisation. Le remplacement du paradigme de la libération par celui des droits de l'homme a remis en cause la place centrale accordée à la souveraineté des États. Société civile et organisations internationales ont pérennisé le rejet de l'État autoritaire que prônaient les Afro-Asiatiques et les non-alignés. Et la conjoncture récente a également mis un terme à bien des rentes géopolitiques. Finalement, si Bandung n'a pas été le tournant de l'histoire qu'avaient cru y voir ses contemporains, il n'en a pas moins constitué un moment essentiel du XX^e siècle, et l'une des images fortes que l'on conservera de ces temps tourmentés.